

Conclusions du Président

Points d'allocution

Ce fut un honneur pour moi de présider le second Forum sur les migrations. Merci à l'OCDE et à son Secrétaire général Angel Gurría de m'en avoir donné l'occasion, et d'avoir organisé un autre excellent forum à haut niveau sur les politiques. Je remercie en particulier ma coprésidente, Andrea Nahles, pour son leadership et son soutien.

Je tiens également à remercier tous les délégués d'avoir fait du forum de cette année un succès. Ce forum a suscité un dialogue ouvert et sain à propos des défis et des succès de nos systèmes d'immigration respectifs, et nous a aidés à formuler de nouvelles idées au sujet de la voie à suivre.

Par leur qualité et leur profondeur, nos discussions nous ont permis de mieux comprendre comment nous pouvons, en tant que pays membres de l'OCDE, apprendre les uns des autres de manière non seulement à améliorer nos politiques nationales de gestion des migrations, mais aussi à instaurer à l'échelle mondiale un régime de gestion des mouvements migratoires plus efficace, pour le bien de tous les pays et de tous les immigrants.

Merci à tous, donc, de votre participation et de votre apport précieux. Ce fut en particulier un honneur d'avoir parmi nous des représentants à haut niveau, de

partenaires clés de l'OCDE, y compris du Brésil, de la Chine et de l'Afrique du Sud, ainsi que des représentants d'organisations internationales, du monde des entreprises et du commerce.

À l'heure où les leaders mondiaux doivent composer avec des crises régionales en constante évolution, y compris au Moyen-Orient et en Afrique, ce forum n'aurait pu être plus opportun.

Comme ceci a été clairement démontré au cours du Forum, l'évolution des flux migratoires mondiaux est souvent imprévisible et a des incidences considérables, en tout premier lieu sur les populations touchées, mais aussi sur les pays de destination.

Même si ces événements toucheront certains pays plus que d'autres, ils nous rappellent à tous la nécessité de veiller à la souplesse de nos politiques d'immigration pour réagir aux situations imprévues, ainsi qu'aux changements climatiques et environnementaux.

Comme nous l'avons vu hier durant notre première séance, les façons dont nous nous y prenons pour atteindre nos buts communs diffèrent peut-être, mais elles présentent des similarités :

- Nous cherchons tous à trouver le juste équilibre entre nos multiples objectifs – nos besoins à court et à long

terme, et la migration économique et non économique;

- Nous nous efforçons tous de faire en sorte que nos politiques de migration et d'intégration se complètent de manière cohérente et nous reconnaissons l'importance des liens étroits avec les politiques économiques générales.

Bien que nous fassions tous de notre mieux pour gérer les flux d'immigrants de manière durable, nous reconnaissons que certains d'entre nous éprouvent toujours certaines difficultés à trouver le juste équilibre entre l'immigration temporaire et l'immigration permanente lorsqu'il s'agit de satisfaire de façon optimale les besoins de leur marché du travail.

Il est également indispensable de trouver ce juste équilibre afin de conserver le soutien du public pour nos politiques de migration.

Comme M. le Commissaire européen l'a souligné, dans un avenir proche, nos pays seront confrontés à des défis démographiques encore plus importants en ce qui concerne la participation au marché du travail.

Beaucoup de pays prévoient qu'ils auront besoin d'une plus grande migration de travailleurs pour relever ces défis. Cependant, dans bon nombre de nos pays, l'opinion

publique est actuellement peu favorable à cet accroissement.

Ces deux derniers jours, la Grèce et la Turquie, notamment, nous ont fait part de l'importance de fournir aux médias et au public des informations transparentes et basées sur des faits, sur les coûts réels et les bénéfices des migrations. Cela implique aussi de lutter contre les stéréotypes négatifs, comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies dans son message aux participants du Forum politique à haut niveau.

Nous nous sommes accordés sur l'importance d'une bonne gestion des migrations afin de répondre aux besoins de nos marchés du travail sans impact sur nos propres travailleurs, comme souligné par la Nouvelle-Zélande et la Suisse. Nous avons également reconnu qu'il faut utiliser judicieusement l'immigration temporaire pour éviter de nuire aux salaires, comme l'a également noté la Norvège.

Comme souligné par l'Australie, la France, l'Allemagne, et d'autres pays, il est crucial de protéger l'intégrité de nos politiques et processus pour maintenir la confiance du public envers nos systèmes d'immigration ainsi que son appui à l'immigration.

Durant les deux journées de ce forum, nous avons abordé la manière dont nous pouvons améliorer les résultats et

renforcer la confiance du public par la coopération entre les différents acteurs.

Pour nous assurer que tant les immigrants que les pays de destination profitent économiquement et socialement de la migration, nous devons reconnaître que tous les secteurs de la société ont un rôle à jouer.

Les membres de l'OCDE, ainsi que les pays partenaires tel que le Brésil, reconnaissent qu'on ne peut dissocier l'amélioration des résultats en termes d'intégration de l'amélioration des politiques migratoires et des politiques d'intégration. Et les partenaires sociaux, y compris les employeurs et les syndicats, peuvent nous aider à concevoir de meilleures politiques.

Ces dernières années, beaucoup de pays de l'OCDE ont renforcé leurs relations avec les employeurs et les syndicats, afin de déterminer quelles sont les lacunes sur le plan des compétences et quels immigrants peuvent rapidement mettre à profit leurs compétences sur le marché du travail du pays d'accueil. Dans le même temps, nous reconnaissons tous l'importance de la migration de travail mue par la demande.

Ces partenariats ont aussi permis un renforcement du respect des règles d'immigration et une réduction de la discrimination et des abus, notamment dans le contexte du droit du travail, comme l'a pointé le Mexique.

Plus tôt aujourd'hui, nous avons reconnu que tout en sélectionnant les immigrants les plus susceptibles de s'intégrer et de réussir dans notre économie, nous continuons à concevoir des politiques qui améliorent les résultats de tous les immigrants – pas seulement les travailleurs, mais aussi les immigrants des catégories humanitaires et familiales, qui représentent la majorité des immigrants dans la plupart des pays.

Par exemple, de nombreux pays ont noté que la maîtrise de la langue et la reconnaissance des qualifications sont cruciales. C'est pourquoi les services d'intégration qui aident les immigrants à trouver des emplois et à réussir au sein de nos économies et de nos sociétés sont si importants.

Mais ces outils sont-ils suffisants pour nous offrir des résultats optimaux ? Ou devrions-nous explorer d'autres trajectoires ?

Comme je l'ai déjà laissé entendre, nous sommes tenus plus que jamais d'améliorer l'efficacité de nos programmes et politiques et de montrer que nos décisions se fondent sur des données factuelles.

Au fil du temps, la pression ne cessera de s'accroître, et il sera essentiel qu'il existe des liens directs entre nos politiques et services et les résultats obtenus par les

immigrants. Ce défi n'est pas seulement partagé par tous les pays de l'OCDE mais aussi par le Brésil.

Autrement dit, nous voudrions peut-être établir si nos politiques améliorent réellement les résultats sur le marché du travail et l'intégration sociale des migrants.

Pour ce faire, il faudra que nos politiques et nos programmes soient plus axés sur les résultats des immigrants, et qu'ils soient mesurables. Les principes communs d'intégration économique et sociale des migrants et de leurs enfants sont particulièrement bienvenus dans ce contexte. De plus, comme ceci a été souligné par M. Pascal Lamy, nous avons besoin de consolider la coopération internationale, tout en améliorant nos pratiques nationales, en mettant en commun l'engagement de tous les ministères concernés et les autres décideurs.

Enfin, nous souhaiterions considérer l'intégration comme un processus à long terme au lieu de la voir comme un simple phénomène qui se produit peu après l'arrivée d'un immigrant dans le pays d'accueil.

L'idéal est d'envisager l'intégration comme un investissement pour l'avenir de nos pays.

Au cours de ces deux jours, nous avons appris que nos expériences différentes ont mené à des approches et des

perspectives politiques diversifiées, d'où l'importance de ces échanges.

Alors que nous reprenons le chemin de nos capitales respectives, nous continuerons à nous tourner vers l'OCDE à titre de force motrice pour identifier les réponses aux défis que présente la gestion des migrations. Comme l'a illustré hier le lancement des Perspectives des migrations internationales, l'OCDE demeure pour ses pays membres une source de données fiables, complètes et de grande qualité sur les migrations.

Vous trouverez en annexe à mes conclusions les orientations des travaux à venir de l'OCDE : l'examen de l'impact du vieillissement de la population immigrée, le développement d'un système de cartographie continue des mouvements migratoires mondiaux et l'amélioration de la cohérence des politiques au sein du champ multidimensionnel qui définit les politiques migratoires.

C'est avec plaisir que nous continuerons tous à mettre en commun nos expériences à l'égard de nos politiques, en apprenant les uns des autres, avec le soutien des travaux de cette importante Organisation.

Merci.

Quelques suggestions pour les futurs travaux de l'OCDE sur les migrations

Depuis 40 ans, l'OCDE assure un suivi des tendances et des politiques en matière de migrations internationales, notamment par le biais du Groupe d'experts de l'OCDE sur les migrations (SOPEMI) et à travers sa publication phare intitulée « *Perspectives des migrations internationales* ». Les Ministres participant au Forum ont loué l'OCDE pour la grande qualité de ces travaux. Les analyses des politiques publiques présentent le plus grand intérêt, de même que les statistiques fiables, détaillées et comparables sur les migrations, notamment sur les flux migratoires internationaux et sur la construction d'indicateurs relatifs à l'intégration des immigrants dans la société des pays d'accueil. Les analyses régionales dont la couverture s'étend au-delà de la zone OCDE, et qui portent notamment sur les migrations de travail en Asie, en Amérique latine et dans la région MENA, sont éminemment instructives. Pour l'avenir, les Ministres ont invité l'Organisation, sous l'égide du Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE et du Groupe de travail sur les migrations, à poursuivre ses activités autour de ces axes clés et à explorer de nouveaux domaines. Les Ministres ont réaffirmé le rôle clé de l'OCDE dans la création de la confiance du public autour des questions de migration en apportant au débat des éclairages objectifs s'appuyant sur des données précises.

Face à l'évolution rapide du paysage migratoire mondial, en ce qui concerne tant l'ampleur des flux que leur composition, les pays de l'OCDE sont confrontés à de nouveaux défis. Le redéploiement de la richesse mondiale, associé à la mondialisation et à des mutations démographiques, technologiques et géopolitiques, marque l'économie mondiale de son empreinte. La pauvreté absolue a été réduite de moitié en l'espace de quelques décennies et des classes moyennes nombreuses font leur apparition en diverses parties du monde. La distribution régionale de la population mondiale change, avec le vieillissement rapide des pays de l'OCDE et de la Chine, tandis que dans bien d'autres parties du monde, en particulier sur le continent africain, des cohortes grandissantes de jeunes entrent sur le marché du travail. L'extension des espaces de libre circulation et les chocs géopolitiques sont porteurs de nouveaux enjeux en termes de gestion des migrations internationales. Ces évolutions ont déjà des répercussions sur la composition et l'ampleur des migrations internationales, et il faut s'attendre à ce qu'elles en aient davantage encore à l'avenir.

Plusieurs questions se posent, auxquelles il conviendrait d'apporter des réponses pour mieux adapter les politiques des pays de l'OCDE. Sous réserve que des ressources suffisantes soient disponibles, nous attendons de l'OCDE qu'elle nous aide à trouver des réponses aux questions suivantes dans les cinq prochaines années :

- En quoi le vieillissement de la population influera-t-il sur la demande de travailleurs étrangers – y compris dans les secteurs de la santé et des soins à la personne ?
- Comment les pays peuvent-ils tirer un meilleur parti des politiques migratoires afin de faciliter l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales ?
- Comment évoluera la concurrence internationale visant à attirer des talents et des spécialistes dans certains domaines d'activité ?
- L'instabilité géopolitique dans certaines régions influera-t-elle sur les circuits de migrations légales ?

Conclusions du Président

Points d'allocution

- Comment la montée des inégalités dans les pays développés et le redéploiement de la richesse mondiale à l'œuvre actuellement vont-ils influencer sur les flux migratoires internationaux, temporaires ou permanents ?

Les Ministres ont demandé à l'OCDE de les aider à améliorer l'information et les outils dont nous pouvons disposer lors de l'élaboration des politiques migratoires de différentes manières :

- Développer un **système de cartographie des flux migratoires mondiaux** par caractéristiques clés, type d'activité professionnelle et catégorie.
- Mettre en place une **plateforme des politiques migratoires** afin de recenser les bonnes pratiques et de faciliter les comparaisons internationales dans le domaine des politiques migratoires pour diverses catégories d'immigrés, permanents ou temporaires.
- Construire des indicateurs mesurant **l'attrait que présente tel ou tel pays pour les immigrés hautement qualifiés, les immigrés investisseurs et les étudiants mobiles au plan international.**
- Proposer un cadre qui apportera des éléments d'information sur la façon de gérer les migrations en coopération avec les pays d'origine, afin que toutes les parties tirent **avantage des migrations de travail.**

Dans de nombreux pays de l'OCDE, la question de savoir si les immigrés et leurs enfants s'intégreront pleinement sur le marché du travail et dans la société continue de susciter des préoccupations, de même que la question de savoir si les politiques d'immigration, du marché du travail et de l'éducation devraient être adaptées et coordonnées pour pouvoir tirer le meilleur parti des flux migratoires et réduire le risque d'une réaction de rejet contre le phénomène de l'immigration et les immigrés. Conscients qu'il n'existe pas d'approche universelle et que les politiques devraient être adaptées au contexte géographique, historique et démographique-économique de chaque pays, les Ministres ont invité l'OCDE à :

- Développer des **analyses par pays concernant les interactions qui existent entre les politiques d'intégration et de migration**, en mettant tout particulièrement l'accent sur les mécanismes institutionnels et les aspects intergénérationnels.
- Soumettre des propositions en vue de **renforcer la cohérence des politiques** dans les pays d'origine et les pays de destination entre les objectifs des politiques migratoires, les objectifs d'intégration et les objectifs économiques, et analyser les effets que pourraient avoir les politiques menées en matière de coopération pour le développement sur les flux migratoires légaux et irréguliers.
- Proposer des **principes communs relatifs à l'intégration économique et sociale des immigrés et de leurs enfants.**